



Copyright: Bettina Rühl

« Le droit à l'alimentation ne doit pas être le jouet des marchés libres »

Francisco Mari de « Brot für die Welt » plaide pour que les pays industrialisés prennent leurs responsabilités. Sans une approche holistique et une restructuration des relations commerciales et agricoles avec l'Afrique, il serait impossible d'atteindre les objectifs de développement durable tels que « Pas de faim » et « Pas de pauvreté ».

Auteur : Sarah Mersch, Rédaction : Katrin Zilm, Traduction : Giorgia Grimaldi

Cet article est publié dans le cadre de notre [série sur les objectifs de développement durable](#) et les solutions basées sur la technologie en Afrique, dont nous discutons avec une communauté africaine et allemande.

Monsieur Mari, lorsque le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) a présenté sa nouvelle [stratégie pour l'Afrique](#) fin janvier, la [ministre Svenja Schulze](#) a déclaré que l'objectif était de décoloniser cette coopération. Est-ce que cela a été réussi ?

Francisco Marín: La décolonisation est un grand mot. L'Allemagne est intégrée dans la structure globale de l'Union Européenne, dont le cadre est plus contraignant que la coopération bilatérale, et bien sûr aussi dans les Nations Unies, le G7 et bien sûr, en ce qui concerne les relations commerciales, le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce cadre est basé sur les anciennes relations coloniales. L'Allemagne ne peut pas s'en détacher complètement et elle a bien sûr aussi ses propres intérêts. Nous l'avons d'ailleurs constaté ces dernières semaines avec les nombreux voyages de femmes politiques allemandes, Mme Schulze elle-même, mais aussi la ministre des Affaires

étrangères et le chancelier fédéral. En fait, il serait préférable de reconnaître qu'en raison des différences de pouvoir, il ne peut s'agir de relations d'égal à égal, en principe. Il y a certes des approches pour changer les relations, mais la colonisation n'est pas abolie parce qu'une ministre le dit.

Contexte : Comment atteindre les SDG ?

Les deux premiers des 17 objectifs de développement durable (ODD) sont la lutte contre la faim et la pauvreté. Mais comment « Pas de pauvreté » et « Pas de faim » peuvent-ils être concrètement mis en œuvre ? Dans quelle mesure la réalisation de ces objectifs est-elle réaliste et comment les structures mondiales devraient-elles être modifiées pour les atteindre ? Selon Francisco Marí, il ne suffit pas de prononcer de nobles paroles, mais il faut procéder à un changement structurel et politique fondamental. Le chargé de mission pour l'alimentation mondiale, le commerce agricole et la politique maritime auprès de l'organisation caritative « Pain pour le Monde » est membre de la communauté africaine-allemande de notre projet. Pour lui, c'est en premier lieu au Nord mondial qu'incombe la responsabilité.

Que faudrait-il faire, par exemple en termes de politique commerciale, pour que cette décolonisation, même si elle ne peut pas être réalisée du jour au lendemain, soit au moins initiée ?

Les négociations sur l'accord de partenariat économique traînent en longueur depuis 20 ans. A l'époque, on essayait déjà de faire entrer sans droits de douane tous les produits qui étaient déjà importants pour les colonies allemandes à l'époque coloniale, à savoir l'huile de palme, les produits agricoles et les matières premières minérales. Cela a été modifié, mais dans une direction qui a pesé sur ces relations : Pas de droits de douane chez nous, mais en contrepartie, les marchés africains devaient s'ouvrir. Ce principe de réciprocité - même si quelques tampons ont été introduits avec une meilleure protection pour les produits agricoles - est resté et a conduit à un incroyable patchwork sur le continent en raison des accords bilatéraux de l'Europe avec certains États. A cela s'ajoute désormais l'initiative des États africains de créer entre eux leur propre zone de libre-échange commune. Jusqu'à présent, les relations commerciales de l'Afrique existent surtout avec l'Europe, vers laquelle les matières premières et les produits agricoles sont exportés, mais le commerce intérieur est marginalisé. Il est d'environ 20 pour cent en Afrique, alors qu'il représente par exemple 80 à 90 pour cent dans l'UE. La zone de libre-échange africaine est la bonne approche pour changer cela. Mais cette zone est fragmentée, contrecarrée par ce patchwork.

À cause des accords bilatéraux conclus par l'Europe avec certains pays africains,...

Exactement, car l'Europe fait ainsi quasiment partie de la zone de libre-échange africaine. L'UE a par exemple de très bons accords de libre-échange avec le Maroc, le Ghana, le Kenya et l'Afrique australe. Cela signifie que si ces pays s'ouvrent à leurs voisins, cela concerne aussi les pays voisins. Il y a certes ce que l'on appelle les règles d'origine : Le Nigeria pourrait par exemple empêcher le Bénin d'exporter des marchandises qui proviennent également d'Europe. Mais il faudrait alors maintenir les autorités douanières dans chaque pays pour voir si le yaourt béninois qui arrive au Nigeria a été produit avec du lait béninois ou avec du lait en poudre européen. Maintenant, je vous laisse imaginer que les bureaux de douane de ces pays auraient fort à faire avec les longues frontières terrestres. Contrôler chaque yaourt est presque impossible. L'Europe s'est donc comportée de manière très stratégique. Mais on n'en parle pas lorsque la stratégie pour l'Afrique mentionne les accords de partenariat économique. Nous demandons un gel de ces accords qui ont déjà déchiré les pays au sein de la région. L'Afrique de l'Ouest est un exemple typique. Il n'y a que deux pays qui ont des accords avec l'UE, mais une union économique qui est relativement réussie, qui permet même la libre circulation des biens et des personnes. Mais le Ghana et la Côte d'Ivoire doivent ouvrir leurs marchés à l'UE et pas leurs voisins. Et en Afrique de l'Est, nous avons depuis des semaines un gros problème : le Kenya est presque en train de sortir de la Communauté économique d'Afrique de l'Est, pour ainsi dire, parce qu'il a conclu un accord quasi identique non seulement avec l'Europe, mais aussi avec la Grande-Bretagne, depuis le Brexit. Cela signifie que les articles britanniques vont pénétrer dans ces pays sans payer de droits de douane. Maintenant, les États-Unis font également pression pour un accord bilatéral. Le Kenya se retire donc de l'accord, au détriment des autres pays. La Tanzanie est en colère, l'Ouganda aussi. Imaginez simplement qu'une telle chose se produise en Europe : La France passerait un accord avec la Chine, la Bulgarie peut-être avec l'Ukraine et le Danemark avec les États-Unis, dans le cadre d'un marché intérieur commun. Ce serait le chaos.



Francisco Marí plaide pour une réforme fondamentale des relations commerciales entre l'Afrique et l'Europe .

Copyright: Hermann Bredehorst / Brot für die Welt

Depuis 2009, Francisco Mari est chargé de projet pour le travail de lobbying et de plaidoyer dans les domaines de l'alimentation mondiale, du commerce agricole et de la politique maritime chez Brot für die Welt. Son travail se concentre sur les thèmes de la sécurité alimentaire, des accords commerciaux et de pêche entre l'UE et l'Afrique, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de la pêche artisanale, de l'exploitation minière en eaux profondes et des effets des normes alimentaires sur les petits producteurs.

Avant de travailler pour Brot für die Welt, il a notamment travaillé pendant plusieurs années dans une organisation de conseil en agriculture durable au Cameroun et a ensuite été responsable, en tant que directeur d'études, d'enquêtes de politique de développement sur plusieurs années, notamment sur les effets des exportations de vêtements usagés pour l'industrie textile en Afrique et sur un projet de lobbying concernant les exportations de viande de l'UE vers l'Afrique de l'Ouest.

Les questions de politique commerciale sont étroitement liées à l'économie agricole, à la lutte contre la faim et la pauvreté. Dans leur communiqué de presse sur la stratégie africaine du BMZ, Brot für die Welt et Misereor écrivent que les causes et les effets de la crise alimentaire que connaissent actuellement différents pays du continent sont correctement identifiés, mais qu'il manque des mesures concrètes. Selon vous, à quoi devraient-elles ressembler ?

Nous critiquons avant tout le fait que l'on s'octroie des avantages, même si le ministre de l'Agriculture Özdemir est un peu plus avancé que ses collègues - par exemple par rapport au commissaire européen à l'Agriculture, qui est vraiment aveugle à ce qui se passe réellement en ce moment, et qui est ensuite encore fier que l'Europe soit le plus grand exportateur du monde. Mais il est justement là le problème : les droits fondamentaux comme le droit à l'alimentation ne doivent pas être dépendants des marchés libres, des bourses, de la volatilité et de la vulnérabilité aux crises.

« les droits fondamentaux comme le droit à l'alimentation ne doivent pas être dépendants des marchés libres »

On a certes reconnu après la dernière crise alimentaire de 2008/2009 que nous avons besoin de systèmes résistants aux crises, qui couvrent au moins les besoins fondamentaux, comme l'éducation, la santé, mais aussi et surtout

l'alimentation. Mais on s'y prend de manière très contradictoire. Il faudrait réduire les dépendances en soutenant beaucoup plus massivement la production locale. La Tunisie est certes dépendante du blé depuis des siècles, mais dans le sud de la Tunisie comme dans le sud de l'Égypte, on cultivait autrefois du sorgho et c'était bien mieux adapté aux conditions locales. On ne peut peut-être pas en faire la baguette française, mais on peut en faire du painpita. Le Niger et le Mali, par exemple, sont enclavés et ne disposent donc pas de ports directs. Ils se nourrissent jusqu'à aujourd'hui à 80%- 90 % de céréales locales et ne sont pas tombés dans la même situation de dépendance au blé que la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, mais aussi le Sénégal ou la Somalie, qui dépendent des importations.

Ils ont certes aussi des problèmes parce que les frais de transport sont trop chers, mais il y a de l'indépendance. Dans les années quatre-vingt-dix et zéro, l'idée est apparue que les États africains devaient produire pour le marché mondial des denrées alimentaires qui sont relativement chères chez nous - légumes, noix, cacao, café - et utiliser les recettes pour acheter à bas prix chez nous nos produits pas chers comme le poulet, le lait et le blé. C'était l'idée de la Banque mondiale pour le développement économique du secteur agricole en Afrique. La GTZ (aujourd'hui : GIZ), tout le monde a encouragé cela.

« On essaie d'investir dans une agriculture moderne et on remplace une dépendance par une autre. »

Depuis la crise de 2008/2009 surtout, on essaie d'investir dans une agriculture moderne et on remplace une dépendance par une autre : De nombreux pays ont par exemple augmenté de manière folle la culture du maïs et délaissé les produits locaux - au Sénégal par exemple, le propre mil, qui nécessite peu d'eau et peu d'engrais - au profit du maïs. Mais ce dernier est très dépendant des engrais chimiques, donc des engrais importés. Et il est maintenant à craindre que la prochaine récolte en Afrique soit faible, parce que les paysans ne peuvent pas se permettre d'acheter des engrais, parce que les pesticides sont également devenus plus chers. Nous ne sommes pas tout à fait sûrs que Mme Schulze ait vraiment entendu la sonnette d'alarme. L'initiative pour la sécurité alimentaire, à laquelle la Banque mondiale participe également de manière très importante, prévoit jusqu'à 30 milliards de dollars de crédits pour l'achat d'engrais. Les pays s'endettent donc à nouveau pour acheter des engrais. Ce sont surtout les entreprises d'engrais qui réalisent ainsi des bénéfices.



Noxolo Mbokoma,
directrice générale de
l'organisation à but non
lucratif de Zenzeleni
Community Networks,
Afrique du Sud |
Copyright: Roger Jardine

Impressions d'Afrique du Sud : comment la pauvreté et la faim se font sentir au quotidien

En Afrique du Sud, il y a une oppression raciale et de classe, ce qui entraîne la pauvreté et la faim. Pendant l'Apartheid, des systèmes ont été mis en place pour créer de très, très grandes inégalités. Pour combler cette lacune, le gouvernement a certes pris des mesures politiques, mais le suivi de leur mise en œuvre est insuffisant. Tout cela prend du temps. Il y a un grand écart entre ce qui est écrit et ce qui se passe dans la réalité. Il est très ambitieux de croire que nous aurons éliminé la pauvreté et la faim d'ici 2030. L'Afrique du Sud est toujours le pays le plus inégalitaire du monde.

Vous pensez donc qu'il faudrait passer de l'idée de sécurité alimentaire à celle de souveraineté alimentaire? Est-ce que c'est réaliste, vu le contexte - la crise climatique par exemple, qui touche de nombreux pays africains de manière particulièrement dure ?

Il ne s'agit pas d'autarcie. Cela ne marchera pas. Ce dont nous avons besoin, ce sont des mécanismes de crise qui interviennent rapidement en cas de prix élevés et qui peuvent réduire la spéculation sur ces marchés. Restons-en au blé : cela signifie que si des pénuries se produisent comme actuellement, les pays qui ont stocké des céréales devraient les mettre sur le marché. Mais les pays exportateurs de produits agricoles n'ont aucun intérêt à ce que cette dépendance soit réduite. C'est là que nous avons besoin de mécanismes, car dans les décennies à venir, nous serons toujours confrontés à des situations où il faudra recourir rapidement à des denrées alimentaires stockées.

« Auparavant, de nombreux pays stockaient sur place et étaient indépendants. »



Mayssa Mrabet,
directrice du programme
d'incubation de l'Afkar
Think Tank, Tunisie

Copyright: Amine Dhaouadi

Impressions de Tunisie : comment la pauvreté et la faim se font sentir au quotidien

Mayssa Mrabet, directrice du programme d'incubation de l'Afkar Think Tank, Tunisie

Je vois de plus en plus autour de moi de gens partir en espérant une vie meilleure. On a très peu de visibilité sur la fin de cette crise politique et économique qui dure quand même depuis quelques années. Chaque fois on voit un article annoncer un nouveau déclassement du pays. Et voilà, on nous parle de crise économique sans précédent. Peu importe combien on gagne, on arrive à avoir tout le temps des fins de mois difficiles. On est devant une inflation constante, sans pour autant voir derrière les salaires suivre. On part aussi parce qu'on a l'impression d'être prisonniers dans ce pays. Pour partir dans pas mal de pays, il nous faut un visa. On se voit refuser des visas alors qu'avant, avec notre statut professionnel et social, on arrivait quand même à avoir des visas. Maintenant, il faut attendre quatre, six mois parfois pour avoir un rendez-vous et on rate tellement d'opportunités professionnelles, des salons auxquels parfois on est invité, et on se retrouve donc finalement à ne pas partir. Mon côté optimiste espère toujours que ces gens-là partent pour mieux revenir dans quelques années.

Auparavant, de nombreux pays stockaient sur place et étaient indépendants. Mais en Afrique, cela a été quasiment supprimé par la Banque mondiale, parce qu'on a interdit le subventionnement de ce stockage et l'achat de céréales par l'État. On voulait globalement réduire les dépenses de l'État à cause de l'endettement, pour réduire la dette. Il faut également s'éloigner des trois ou quatre grandes variétés de céréales, à savoir le maïs, le blé et le riz, et revenir à des variétés plus locales. Il n'y a pas de solution unique qui fonctionne pour tout le monde, mais il doit y avoir un mécanisme au sein du Comité mondial de l'alimentation, en soutenant par exemple les agriculteurs d'une région voisine des zones de famine. Prenez le Kenya : c'est la cinquième année consécutive, je crois, que les récoltes y sont faibles.

Mais dans le sud du Kenya, au Mont Kenya, on peut encore cultiver, la plupart des gens s'y nourrissent bien. Il faudrait leur dire : Vous pouvez produire plus, nous vous l'achetons à des prix raisonnables pour soutenir le Nord. Ou prenez le Cameroun : le sud du Cameroun est fertile, mais l'agriculture n'est pas aussi productive et le nord souffre de la faim. Il y a certainement des possibilités d'en faire davantage. Il est en outre important qu'il y ait un échange de connaissances. Les agriculteurs et agricultrices du Mali ont toujours vécu pour ainsi dire dans la crise climatique. Là-bas, il faut cultiver différemment que dans les régions fertiles du Kenya, de l'Inde ou du Ghana. Il faut également encourager [l'échange de semences et de variétés](#) ainsi que la recherche sur les semences afin d'éviter de créer de nouvelles dépendances.

Dans notre série d'articles, nous nous penchons sur les objectifs de développement durable : Plus de faim et plus de pauvreté d'ici 2030, c'est ce qu'on y lit entre autres. Nous sommes en 2023, à quel point est-ce réaliste ?

Complètement irréaliste. Je ne pars pas du principe que c'est réalisable. Même les Nations unies le reconnaissent : si nous parvenons à réduire le nombre de personnes souffrant de la faim de 800 millions à 600 millions d'ici 2030, ce sera déjà bien, compte tenu du fait que nous avons sans cesse de nouvelles situations de crise, mais aucun mécanisme permettant d'y remédier. En fait, il s'agit moins de la production agricole, car nous avons suffisamment de nourriture.

C'est-à-dire qu'il s'agit en premier lieu d'un problème de répartition ?

Pas seulement, il s'agit aussi de gaspillage. La moitié de la nourriture récoltée n'est pas réintroduite dans le cycle alimentaire. C'est pourquoi la question de zéro faim ne sera pas résolue sans des systèmes de sécurité sociale adéquats. C'est d'autant plus important que nous ne sommes plus seulement confrontés à des situations de famine étroitement localisées. Il n'y a pas seulement dix millions d'affamés en Somalie et quarante millions en Éthiopie, mais il y aura des couches au sein de nombreux pays qui n'auront effectivement qu'un repas par jour. Et nous verrons des situations où, en raison de la crise climatique, toute une récolte sera soudainement perdue et où la famine régnera pendant un ou deux ans. Et c'est là que nous avons besoin d'autres systèmes. Les objectifs de développement durable (ODD) doivent être pensés ensemble. La coopération internationale au développement doit aborder la question

des systèmes de sécurité sociale. Mais cela pose la question de l'origine des fonds. Et là, nous revenons à la politique commerciale et à la politique des matières premières. Maintenant, par exemple, l'hydrogène vert doit être produit en Namibie, mais transformé à Duisbourg dans l'aciérie. Les emplois seront maintenus à Duisbourg et peu seront créés en Namibie. Ensuite, il n'y aura pas de recettes fiscales pour la Namibie afin de créer des systèmes de sécurité sociale. Les pays africains doivent avoir la chance de créer de l'industrie, de la valeur ajoutée, des recettes fiscales, des emplois qui permettent aux États de réagir à des crises comme celle de la famine - comme nous le faisons en Allemagne. Si nous ne le faisons pas, nous en revenons à l'approche coloniale selon laquelle nous sommes ceux qui les sauveront à nouveau.

Le projet a été soutenu par le European Journalism Center, par le biais du programme Solutions Journalism Accelerator. Ce fonds est soutenu par la Bill and Melinda Gates Foundation.

Plus d'articles



Parlons-en :
qu'est-ce que
l'Afrique peut
enseigner ...



«Hello Tractor
» Uber pour les
agriculteurs en
Afrique



**Internet, bon
marché pour
tous: un village ...**



**Économiser l'eau
sous terre et
sauver
l'agriculture**



**Une purée à la
fois : Comment
une entreprise
utilise ...**